

**LETTRE DE CONSULTATION**

POUVOIR ADJUDICATEUR  
IFREMER  
1625 Route de Sainte-Anne  
CS 10 070  
29 280 PLOUZANÉ

**OBJET DU MARCHE**

Prélèvements et analyses de l'élément de qualité «macro-invertébrés benthiques » dans le cadre  
de la surveillance de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) –  
Façade Loire-Bretagne – GC53

Numéro de marché  
221000060

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES**

Le 21/02/2022 à 12h00

**MODALITE D'OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES**

Le cahier des charges est à télécharger sur le site :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**MODALITE DE REMISE DES OFFRES**

Les offres papiers sont interdites. Les offres doivent impérativement être déposées sous forme  
dématérialisée sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Si l'offre n'est pas déposée sur PLACE celle-ci ne sera pas prise en compte**

## 1. Objet de la consultation

### 1.1. Objet

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre, sous la responsabilité de l’Ifremer, du contrôle de surveillance de l’élément de qualité macroinvertébré benthique dans la masse d’eau GC53 « Pertuis Breton », prévu dans le cadre de la convention signée avec l’Agence de l’Eau Loire-Bretagne.

### 1.2. Mode de passation

La procédure retenue est la procédure adaptée en application des articles R2123-1 1° et R2123-4 du code de la commande publique.

## 2. Organisation de la consultation

### 2.1. Contenu de l’offre

Les candidats intéressés par la présente consultation remettent une offre comprenant :

- Le cahier des clauses communes particulières (CCP) renseigné, daté et signé,
- Une décomposition du prix global.
- Un mémoire technique

L’offre est exprimée en euros. En cas d’offre exprimée dans une autre monnaie, le pouvoir adjudicateur appliquera pour la comparaison des offres, les taux de change de chancellerie publiés par la direction générale du Trésor public Français à la date de remise des offres. Ces taux de change indiquent la contrevaletur en euros des monnaies étrangères.

### 2.2. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.3. Négociation

Avant jugement et classement des offres, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats de son choix.

### 2.4. Allotissement

Le présent marché n’est pas alloti en raison de l’objet même de la prestation qui constitue un tout homogène ne pouvant être scindé.

## 2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## 3. Jugement des offres

Les critères de jugement des offres seront les suivants :

- Prix des prestations : 40 %
- Qualité technique : 60 %

Critères techniques	Note barème
<b>Formation et expérience des opérateurs</b>	
Formation qualité de l'équipe intervenante pour la réalisation des prélèvements et observation terrain	4,0
Expérience : faire valoir d'une expérience dans le domaine	
<b>Matériel utilisé</b>	
Moyens nautiques	2,0
Mesure sur le terrain et prélèvement	
<b>Prélèvement</b>	
Accès aux points	4,0
Respect du protocole de prélèvement	
Respect de la période d'échantillonnage	
Sécurité	
<b>Gestion des envois, du transport et conditionnement</b>	
Conditionnement des échantillons pour transport	2,0
Conservation des échantillons avant analyse	
Conservation des échantillon longue durée (12 ans)	
<b>Analyse des résultats</b>	
Granulométrie	4,0
Matière organique	
Dénombrement faunistique	
<b>Transmission des résultats et saisie des données</b>	
Rapport intermédiaire	3,0
Rapport final	
Saisie et validation des données dans Quadrigé	
<b>Régime sociétal environnemental</b>	
Politique environnementale de l'entreprise et proximité géographique	1,0
	<b>20,0</b>

## 4. Transmission des offres

Les offres sont obligatoirement déposées sur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

## 5. Documents à fournir par le candidat retenu

Afin de pouvoir notifier le marché, il sera demandé au candidat retenu de transmettre les certificats et attestations mentionnées ci-dessous.

- 1) Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation,
- 2) Attestation de vigilance (6 mois),
- 3) Attestation de régularité fiscale,
- 4) Attestations d'assurances civile et professionnelle.